

PRESS STATEMENT

ISRAEL'S DEMAND TO "DOCK AND TRANSFER" AID IS PART OF ITS ONGOING BLOCKADE OF GAZA

September 23rd, 2025

The Israeli Foreign Ministry's recent call for flotilla vessels to "dock and transfer" humanitarian aid through Ashkelon Port in Israel cannot be understood as a neutral logistical request. It is part of a long-standing pattern: **Israel's deliberate obstruction of aid to Gaza** and its attempts to delegitimize those who challenge its unlawful blockade.

Since May 2025, after lifting its "total blockade," Israel has only permitted an average of 70 trucks per day into Gaza. UN agencies estimate that between 500 and 600 trucks are required daily to meet basic needs.

Israel's record of intercepting vessels, blocking convoys, and restricting routes shows that its intent is not to facilitate relief but to **control, delay and deny it**. Amnesty International and Human Rights Watch have both condemned these practices as violations of international law and dangerous obstructions of impartial humanitarian assistance.

Israel's rhetoric against the Global Sumud Flotilla sets the stage for further escalation. Painting a peaceful humanitarian mission as a "breach of the law" is a pretext for violence against civilians acting lawfully to deliver aid. Amnesty has already warned that such threats "flout international law" and place lives at risk.

We are clear: the international community must not treat these demands as benign operational instructions. They are the continuation of a blockade that independent UN investigators have called **a form of collective punishment** and part of the ongoing genocide in Gaza.

We call on governments, UN agencies, and humanitarian organizations to:

- Ensure safe passage and protection for aid workers, medical facilities, and civilians.
- Uphold international humanitarian law by rejecting Israel's unlawful siege and supporting efforts that directly deliver aid to Gaza's population.
- Act decisively to end the ongoing genocide.

Anything less risks entrenching a system of forced starvation, deprivation, and collective punishment that is costing thousands of Palestinian lives.

For updates, please follow our official channels:

Instagram: @globalsumudflotilla

Twitter/X: @gbsumudflotilla

Telegram: <https://t.me/globalsumudflotilla>

Media Contact:

Hasina Kathrada: +44 1414 620 950

Email: media@globalsumudflotilla.org

Social Media: @globalsumudflotilla

COMMUNIQUE DE PRESSE

LA DEMANDE ISRAËLIENNE DE « DÉBARQUER ET TRANSFÉRER » L'AIDE FAIT PARTIE DE SON BLOCUS CONTINU DE GAZA

23 septembre 2025

La récente demande du ministère israélien des affaires étrangères visant à ce que les navires de la flottille « débarquent et transfèrent » l'aide humanitaire via le port d'Ashkelon en Israël ne peut être considérée comme une demande logistique neutre. Elle s'inscrit dans une tendance de longue date : **l'obstruction délibérée par Israël** de l'aide à Gaza et ses tentatives de délégitimer ceux qui contestent son blocus illégal.

Depuis mai 2025, après avoir levé son « blocus total », Israël n'autorise en moyenne que 70 camions par jour à entrer à Gaza. Les agences des Nations unies estiment qu'il faudrait entre 500 et 600 camions par jour pour répondre aux besoins fondamentaux.

Les antécédents d'Israël en matière d'interception de navires, de blocage de convois et de restriction des itinéraires montrent que son intention n'est pas de faciliter l'aide humanitaire, mais **de la contrôler, de la retarder et de la refuser**. Amnesty International et Human Rights Watch ont toutes deux condamné ces pratiques, les qualifiant de violations du droit international et d'obstacles dangereux à l'aide humanitaire impartiale.

La rhétorique d'Israël contre la Global Sumud Flotilla ouvre la voie à une nouvelle escalade. Présenter une mission humanitaire pacifique comme une « violation de la loi » est un prétexte pour exercer des violences contre des civils qui agissent légalement pour acheminer de l'aide. Amnesty a déjà averti que de telles menaces « bafouent le droit international » et mettent des vies en danger.

Nous sommes clairs : la communauté internationale ne doit pas traiter ces exigences comme de simples instructions opérationnelles. Elles s'inscrivent dans la continuité d'un blocus que des enquêteurs indépendants de l'ONU ont qualifié d'**une forme de punition collective** et de partie intégrante du génocide en cours à Gaza.

Nous appelons les gouvernements, les agences des Nations unies et les organisations humanitaires à :

- Garantir la sécurité et la protection des travailleurs humanitaires, des installations médicales et des civils.
- Respecter le droit international humanitaire en rejetant le siège illégal imposé par Israël et en soutenant les efforts visant à acheminer directement l'aide à la population de Gaza.
- Agir de manière décisive pour mettre fin au génocide en cours.

Tout autre comportement risquerait de renforcer un système de famine forcée, de privations et de punition collective qui coûte la vie à des milliers de Palestiniens.

Pour suivre l'actualité, veuillez consulter :

Instagram: @globalsumudflotilla

Twitter/X: @gbsumudflotilla

Telegram: <https://t.me/globalsumudflotilla>

Contact médias:

Hasina Kathrada: +44 1414 620 950

Email: media@globalsumudflotilla.org

Réseaux sociaux: @globalsumudflotilla